

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Marché intérieur

Dans une lettre adressée au président de la Commission européenne, le 27 octobre dernier, l'Espagne et le Royaume Uni demandent une accélération des réformes structurelles dans l'Union européenne qui sera "la base d'une fermeté de l'euro et de son succès" et permettront d'atteindre l'objectif d'un taux d'emploi de 70% d'ici 2010. Les deux gouvernements plaident pour que soit maintenue la dynamique lancée par le Conseil de Lisbonne (cf. bulletin 54) en faveur de la réforme et de la modernisation économique, et dans la perspective du Conseil de Stockholm de mars 2001, ils proposent d'avancer plus vite dans des domaines clés, en particulier ♦ ouverture des marchés : aboutir sur le paquet télécom avant juin 2001, libéralisation totale du gaz et de l'électricité en 2004, espace aérien européen pleinement libéralisé en 2004, ouverture à la concurrence du transport de marchandises par rail ♦ réduction du niveau des aides d'Etat de 1,1% du PIB des Quinze, actuellement, à 0,7% en 2005 et fixation d'un cadre transparent pour la définition et la fourniture des services publics ♦ signature d'un accord entre le Parlement, le Conseil et la Commission permettant une procédure accélérée de codécision qui s'achève à la première lecture.

### Services postaux

♦ Le 23 octobre dernier est né un nouveau groupement européen dont le but est de faire campagne pour une plus grande ouverture à la concurrence des services postaux, "Initiative pour une poste libre et équitable" (Free and Fair Post Initiative, FFPI). Présidé par le sénateur belge, Philippe Bodson, le groupement, qui rassemble, notamment, les détaillants de Eurocommerce, la Fédération des entreprises de Belgique, le groupement patronal français MEDEF, UPS et la Fédération suédoise du commerce, entend contrer les opposants à la libéralisation des Postes. Le groupement, qui se targue de l'accord tacite du commissaire en charge du marché intérieur, Frits Bolkestein, estime que la proposition de directive de la Commission est insuffisamment adaptée à l'évolution rapide du secteur, que 30% du trafic postal doit être libéralisé dès 2003 et que la date butoir pour une libéralisation totale doit être fixée entre 2005 et 2007. Si FFPI ne conteste pas le service universel, il considère que celui-ci doit être défini au niveau national et qu'il n'est pas nécessaire de maintenir un secteur monopolistique pour le financer, il pourrait l'être soit par un fonds auquel contribueraient tous les opérateurs postaux, soit par des subventions d'Etat. Dans tous les cas, le coût du service universel devrait figurer de manière transparente dans les comptes. Le groupement invite, également, la Commission à agir vite pour que les monopoles nationaux n'abusent de leur position dominante.

♦ De son côté, l'opérateur postal public britannique, Post Office, est allé à Strasbourg chercher des appuis auprès du Parlement européen, pour limiter l'impact du projet de la Commission européenne sur les communes rurales. Post Office a proposé de fixer le seuil d'ouverture à la concurrence à 150 grammes (350 actuellement), au lieu des 50 grammes proposés par la Commission qui ne permettraient pas de produire les ressources financières ...

### Internal Market

In a letter to the President of the European Commission, dated 27<sup>th</sup> October, Spain and the United Kingdom have called for an acceleration of structural reforms in the European Union. This will be used as the "the basis of the strength of the euro and of its success" and will permit attaining the objective of 70% employment by the year 2010. The two governments are encouraging the sustenance of the trend launched at the Council of Lisbon (cf. bulletin 54) in favour of economic reforms and modernisation. Further, in the perspective of the council of Stockholm in March 2001, they are calling for swifter advancement in key areas in particular ♦ markets opening: achievement of Telecom package before June 2001, complete liberalisation of gas and electricity in 2004, European airspace completely liberalised in 2004, opening to competition of the railways goods transportation ♦ reduction of the amount of State aid from the present 1.1% of the GDP of the 15 States to 0.7% in 2005 as well as the establishment of a transparent framework for the definition and provision of public services ♦ signing of an agreement between the Parliament, the Council and the Commission allowing for an accelerated procedure of joint decision which reached at the first reading.

### Postal services

♦ On 23<sup>rd</sup> October a new European group called "Free and Fair Post Initiative FFPI" was created, with the aim to run a campaign in favour of wider opening of competition in the postal services. Placed under the presidency of a Belgian Senator, Philippe Bodson and, grouping together, notably, Euro-commerce retailers, the Federation of enterprises in Belgium, the French movement of firm managers in France (MEDEF), UPS and the Swedish Federation of Commerce, the group intends to confront opponents to the liberalisation of posts. Further, this group which boasts to have tacit approval of Mr. Frits Bolkestein, Commissioner responsible for Internal Market, considers that the proposition of the Commission's directive is not sufficiently adapted to the rapid evolution of the sector and that 30% of the traffic should be liberalised as early as 2003. It also suggests that the deadline for complete liberalisation must be set between 2005 and 2007. Though the FFPI is not opposed to the universal service, it however deems necessary that such a service should be defined at national level and that it is not necessary to keep a sector monopolistic to simply finance it, whereas it could be financed by either resources to which all postal operators would contribute or by State subsidies. However, whatever mode of financing is used, the cost of the universal service must be transparently indicated on all accounts. FFPI is also calling upon the Commission to react quickly in order to stop national monopolies from misusing their dominant positions.

♦ On its part, the British public postal operator, The Post Office, went to Strasbourg to seek support from the European Parliament, so as to limit the impact of the European Commission's draft concerning rural communities. The Post Office has suggested setting the competition threshold at 150 grams (350 grams at present) instead of 50 grams as proposed by the Commission, ...

nécessaires pour délivrer le courrier tous les jours. Post Office a indiqué que La Poste (France) et Poste Italiane (Italie) soutiennent sa proposition.

♦ Deutsche Post va être la deuxième poste en Europe, après la poste néerlandaise (TNT Post Groep), à entrer sur les marchés boursiers, avec une première tranche de 29 % de son capital mise en vente le 20 novembre prochain. Son produit est destiné à payer les retraites des fonctionnaires. Une deuxième tranche devrait être mise en vente l'an prochain, jusqu'à une privatisation totale en cinq ans. Deutsche Post a déjà réduit son personnel de 390 000 à 243 000 personnes, ses bureaux de 20 000 à 14 000, et affiche l'ambition de devenir "le numéro un mondial de la logistique".

♦ Calendrier : i/ Au Parlement européen, le rapporteur pour la proposition de directive de la Commission, Markus Ferber (PPE, Allemagne) a opté pour la limite de poids à 50 grammes. La commission de la politique régionale, des transports et de tourisme à laquelle M. Ferber a présenté son rapport y est, elle, fermement opposée. Le Parlement examinera la proposition de directive en première lecture début décembre. ii/ La question des services postaux devrait être abordée au conseil télécommunications du 22 décembre prochain. La présidence française voudrait aboutir alors à une position commune, mais les divisions profondes au sein des Quinze sont telles que l'objectif paraît ambitieux. En janvier 2001, la Présidence européenne reviendra à la Suède qui a déjà libéralisé son secteur postal.

---

## Télécommunications

Le Parlement européen a approuvé massivement le rapport du député libéral britannique, Nicholas Clegg, pour la libéralisation effective et rapide des réseaux locaux de lignes fixes de téléphone détenus jusqu'à présent par les anciens monopoles nationaux, qui sont considérés comme utilisant cet avantage concurrentiel pour freiner le développement de leurs concurrents. Les 18 amendements proposés par le Conseil et le Parlement seront intégrés au texte qui sera donc adopté en une seule lecture.

Les principaux amendements aux "considérants" concernent, en particulier, la garantie du service universel, le coût abordable, l'intensification de la concurrence. Les principaux amendements aux articles sont, notamment, l'ajout d'une "portée" au texte, l'obligation pour les opérateurs historiques de publier avant le 31 décembre 2000 une offre de référence et une annexe donne la liste minimale des éléments qui doivent y figurer.

Le commissaire Erkki Liikanen s'est félicité que la volonté politique exprimée au Conseil européen de Lisbonne n'ait jamais fléchi, permettant ainsi d'arriver au dégroupage le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

---

## Social

La Confédération européenne des syndicats (CES) a manifesté le 31 octobre dernier, à Bruxelles, pour appeler le Conseil, la Commission et le patronat européen à réviser la directive sur les comités d'entreprise européens ; à approuver rapidement la nouvelle directive sur les droits d'information et de consultation des travailleurs des entreprises en Europe ; à promulguer sans retard le statut de la société anonyme européenne.

which would not generate enough resources for daily mail deliveries. The Post Office has indicated that it has the support of La Poste (France) and Poste Italiane (Italy).

♦ After the Netherlands' posts, (TNT Post Groep), Deutsche Post (Germany) has joined the Stock Markets with the first block of 29% of its capital being proposed for sale on 20<sup>th</sup> November 2000. Money obtained from this sale shall be used to pay civil servants' retirement. The second block will be proposed for sale next year and, then, the process will go on until complete privatisation five years from now. Deutsche Post has already cut the number of its workers from 390 000 to 243 000 people, its offices have been reduced from 20 000 to 14 000 and has expressed its ambition to become "world leader in logistics".

♦ Agenda i/ At the European Parliament, the rapporteur for the Commission's directive proposition, Markus Ferber, (PPE Germany) has opted for a limit at 50 grams. The Commission for regional policy, for transports and tourism to which Mr. Ferber presented his report, is strongly opposed. The Parliament is going to examine the proposition at the first reading early December 2000. ii/ The question of Postal services should be examined at the Telecommunication Council on 22<sup>nd</sup> December. The French Presidency wishes to see a common position reached at this meeting, however deep divisions among the 15 States makes such objective appear too ambitious. In January 2000 Sweden, which has already liberalised its postal sector, takes on the European Presidency.

---

## Telecommunications

The European Parliament has massively approved the report by the British liberal Member of Parliament, Nicholas Clegg, concerning quick and effective liberalisation of fixed telephone lines networks, which are until now being controlled by national monopolies. It is being considered that these monopolies are using the competition advantage in their favour to slow down the development of competitors. The 18 amendments proposed by both the Council and the Parliament shall be included in the text which will be adopted in a single reading.

The main amendments to "preambles" concern, in particular, the guarantee of the universal service, affordable cost and the intensification of competition. The main amendments on articles are, notably, the addition of "scope" to the text, the obligation for historic operators to publish a reference offer before 31<sup>st</sup> December. An annexe provides the minimum list of elements to be included.

Commissioner Erkki Liikanen praised the fact that the political will demonstrated at the European Council of Lisbon is still strong, thus paving way for the achievement of division by 1<sup>st</sup> January 2001.

---

## Social

The European Trade Unions Confederation of (ETUC) demonstrated in Brussels on 31<sup>st</sup> October 2000 in order to call on the Commission and the European heads of firms to; review the directive on European enterprises Committees; to quickly approve the new directive concerning rights to information and consultation of workers in firms, in Europe; to promulgate without delay the status of European Limited Company.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.